

La présidente de la Commission européenne candidate à un second mandat : Ursula von der Leyen, première de classe européenne

La présidente de la Commission européenne a mis fin au suspense... qui n'en était plus vraiment un : sa candidature à un second mandat faisait figure d'évidence, depuis des mois. Lundi, elle a obtenu la bénédiction de son parti, la CDU, les conservateurs allemands. Elle devra encore recueillir l'appui d'une majorité qualifiée des capitales, après le scrutin de juin, puis passer la rampe d'un Parlement européen, que l'on pressent plus fragmenté que jamais. Ce ne sera pas de tout repos mais elle s'avance avec un bilan : solide. Article réservé aux abonnés



Ursula von der Leyen a obtenu l'accord de son parti, la CDU, pour rempiler au poste de présidente de la Commission européenne. - REUTERS.

G roupie à vingt ans du punk libertaire, durant son année d'études à la London School of Economics and Political Science. Ex-fan des seventies, des Buzzcocks et autres. « J'ai beaucoup plus vécu qu'étudié », confiera-t-elle un jour de 2016 à l'hebdo allemand *Die Zeit*. Ursula von der Leyen, quarante-cinq ans plus tard, est la reine du podium.

La tête d'affiche. Une star. N°1 du classement *Forbes* des femmes les plus puissantes au monde.

Sa candidature à un second mandat faisait figure d'évidence, depuis des mois. Comme le nez au milieu du visage. « Elle en a envie », observe Pascale Joannin, directrice générale de la fondation Schuman (Paris). « Si je devenais la prochaine présidente de la Commission », a-t-elle encore trépiné ce samedi à la Conférence de Munich sur la sécurité, « je nommerais un commissaire à la Défense ». Dont acte.

Sa reconduction semble acquise, avec la bénédiction probable de la coalition au pouvoir à Berlin et de « sa » CDU démocrate-chrétienne, dans l'opposition. Même chose à Paris. « C'est un *done deal* », une affaire conclue, assure un diplomate européen, bien placé pour analyser le petit théâtre européen. Avec « un bilan quasi impeccable : au sein des institutions, il y a un plébiscite assez fort pour qu'elle reste », ajoute-t-il.

Aucun challenger sérieux n'est jusqu'ici sorti du bois. Au Parlement, où elle devra obtenir la majorité absolue, il lui faudra se battre pour les voix. Elle aura le soutien du PPE, reprend Pascale Joannin, « qui était vent debout contre elle il y a cinq ans » le parti de centre droit avait misé sur son *Spitzenkandidat*, le Bavarois Manfred Weber. « Ils se sont rabibochés et le PPE n'a pas de candidat alternatif. » Si les sondages donnent un affaiblissement de la grande coalition (chrétiens-démocrates du PPE, sociaux-démocrates et libéraux de Renew), « on peut interpréter les différents déplacements de la présidente en Italie et son affichage avec Meloni dans la perspective du soutien d'une partie de ECR (les souverainistes-conservateurs), certainement de Fratelli d'Italia, avec une Meloni engagée dans une démarche de normalisation... et de déblocage des fonds européens (de relance post-covid) pour l'Italie », indique Thierry Chopin, conseiller spécial à l'Institut Delors (Paris) et professeur invité au Collège d'Europe à Bruges.

Un *insider*, qui ne la porte guère dans son cœur, reconnaît que, « malgré tout, on a délivré énormément ». En (bientôt) cinq ans à la tête de la Commission européenne, l'Allemande est, de l'avis général, celle qui aura enfin donné un visage et une voix à cette Union européenne. A cette inextricable tuyauterie institutionnelle, qui avait tôt fait d'interpeller les Américains : « L'Europe, quel numéro de téléphone ? », raillait, dans les années 1970, Henri Kissinger.

Madame Europe

« Elle a réussi à porter cette fonction à un niveau jamais atteint auparavant sur les aspects qui étaient ses ambitions : la géopolitique », estime le diplomate européen. « Elle a réussi à incarner l'UE comme jamais... au grand dam du " grand monsieur d'en face », le président du Conseil européen Charles Michel. Elle est « Madame Europe », ramasse l'auteur et chercheur franco-britannique Ben Judah.

Un visage, donc. Une image de papier glacé. Un sourire permanent et un brushing parfait. Solaire. A l'aise en toutes circonstances. Pour autant, la star, celle qui a enfin brisé le « plafond de verre », première femme présidente de la Commission, née en 1958 à Ixelles, fille de l'un des premiers hauts fonctionnaires européens, élève à l'Ecole européenne à Uccle, puis une carrière en Allemagne, mère de sept enfants... Ursula von der Leyen, donc, cultive la distance.

C'est un ermite dans son « bunker », son modeste appartement aménagé au 13^e étage du Berlaymont. *Workaholic* patentée. Solitaire et autoritaire, dit-on. Entourée d'une garde rapprochée et resserrée, dont son inséparable chef de cabinet, « le cerveau », son compatriote Björn Seibert, et son chef com', l'invisible Jens-Alexander Flosdorff.

« Le management de son administration comme du collège des commissaires est très centralisé autour de son cabinet et ce n'est pas toujours très transparent. Les commissaires eux-mêmes découvrent beaucoup de choses une fois que son cercle rapproché d'Allemands a décidé », relate Eric Maurice, expert au groupe de réflexion European Policy Centre (EPC, Bruxelles). D'autres attendent que la présidente veuille bien mettre leur point à l'agenda. « Delors était plus collégial, plus consensuel, sans se mettre toujours en avant », estime Maurice. « Ses commissaires sont au garde-à-vous : c'est le casque à pointe ! Tout le monde a peur », suggère cet autre proche du sérail.

« Il y a un biais sexiste dans cette assertion », réplique Philippe Lamberts, coprésident sortant des Verts et plutôt un « allié ». « Si c'était un homme, on dirait qu'il a un grand leadership. Mais c'est vrai qu'elle a un style de management très centralisé. On n'a pas vu un " collègue à l'oeuvre. Mais, le visage de l'Europe est désormais connu, et c'est le sien. » C'est « une femme et un être humain qui incarne l'essence de ce que signifie le leadership aujourd'hui », abonde Nathalie Tocci, directrice du think tank Istituto Affari Internazionali (Rome), lors de la remise d'un prix « pour la construction européenne » à la présidente, en mai 2022.

« Il y a quand même " l'impression d'un bunker germano-allemand autour d'elle ! », juge Joannin. A-t-elle pour autant « roulé

» pour l'Allemagne ? « Pas plus que Jean-Claude Juncker ! », tranche Eric Maurice. On se rappellera que, dans la crise des prix de l'énergie, par exemple, elle a longtemps appuyé Berlin qui refusait un plafonnement des prix de l'électricité. Elle a aussi lâché la bride aux aides d'Etat une distorsion de concurrence, jugent les yeux des Etats aux poches moins profondes... qui profite bien à Berlin mais bénéficie aussi à Paris. Qui s'en souviendront au moment de la reconduction...

Etat d'urgence

Si elle crève l'écran, Ursula von der Leyen reste un mystère. Jamais, elle n'aura donné de véritable conférence de presse, hormis les deux trois questions du rapide passage obligé à l'issue des sommets européens, aux côtés de Charles Michel. Le nombre de ses interviews doit se compter sur les doigts d'une main, et encore, elles se réservent quasi exclusivement à la presse allemande.

Von der Leyen a expérimenté la communication par clips, face caméra, lisant son prompteur, sans question ni contradiction, pendant le covid. « Elle en a usé, abusé ensuite. C'est une communication très formatée, voire artificielle », juge Eric Maurice (EPC). « Elle a réussi à cadenciser sa communication, au poil. Sans faire grand-chose, elle arrive à se mettre en avant », reprend le diplomate déjà cité. On la décrit obnubilée par l'hyper-contrôle, la maîtrise. Roide, en public, dans son habit de première de classe. Peu encline à sortir du cadre, à improviser.

Et pourtant, sur les « dossiers », il a bien fallu, improviser. Son (premier) mandat a été marqué par deux crises inouïes que l'on sait : pandémie, guerre en Ukraine, avec leurs corollaires, inflation, crise de l'énergie, crise alimentaire mondiale...

Soit un brutal « retour à la réalité et fin de la naïveté », note Pascale Joannin (Schuman). Sa présidence a « surtout été marquée par une gestion de crise permanente, installant dans la normalité l'exception d'un état d'urgence : répondant aux événements, déléguant souvent aux dirigeants des Etats membres la formulation d'un cap dans une rivalité de plus en plus visible, et par moments, ahurissante, avec Charles Michel », ajoute Alberto Alemanno, professeur en droit de l'UE (à HEC Paris et au Collège d'Europe à Bruges), dans la revue *Le Grand continent*.

Une rivalité qui restera l'un des points noirs de la législature, au détriment de l'UE et de son image. Dont l'histoire a retenu le climax : le fameux « sofagate », lorsque le président du Conseil européen se précipite sur l'unique chaise disponible aux côtés du président turc Erdogan, laissant sa « collègue » choir à distance, sur un canapé.

Von der Leyen utilisera l'incident à fort relent sexiste pour asséner une lecture féministe de l'événement. « Je me suis sentie blessée et je me suis sentie seule, en tant que femme et en tant qu'Européenne », dira-t-elle le 26 avril 2021, devant le Parlement. D'aucuns dénonceront une instrumentalisation, retenant surtout une lutte de pouvoir acharnée, et délétère, le choc de deux ego, dont chacun des protagonistes porte une part de responsabilité.

Face aux crises, la « patronne » a géré. Tenu bon la barre. Avec un certain brio. Efficace. A la tête de la Commission et de son armée de fonctionnaires, rompus aux aléas. Et puis, c'est elle qui tient la caisse les leviers budgétaires...

Empathie et compréhension

Von der Leyen disposait aussi d'un atout, si l'on peut dire : sortant, à la surprise générale, de « nulle part » (à dire vrai : de la manche de Macron et sa « marraine » Merkel), même pas ex-chef de gouvernement comme ses prédécesseurs depuis un

quart de siècle, « il y avait très peu d'attentes envers elle ou alors de la circonspection. Elle ne pouvait qu'impressionner », tempère le diplomate cité plus haut. « Je vois toujours le verre à moitié plein », résume Pascale Joannin (Schuman).

Ursula von der Leyen venait à peine de s'installer au Berlaymont, le psychodrame du Brexit à peine avalé (de travers), qu'un mal inconnu s'abat sur la tête des Européens : le covid. Le décompte funèbre des morts commence. Les Européens se barricadent. Il faut toutefois attendre le début mars 2020 pour qu'Ursula von der Leyen prenne la mesure de la catastrophe à venir. Avant d'être secouée par les capitales européennes, affolées. Et de prendre la catastrophe à bras-le-corps.

La présidente dispose d'un autre atout dans sa manche : une (brève) carrière de médecin, qui lui offre une certaine zone de confort dans la crise et une dose de crédibilité. Von der Leyen s'entoure rapidement d'un panel d'experts et d'un conseiller spécial, en la personne du célèbre virologue belge Peter Piot. La voilà pleine « d'empathie et de compréhension », comme lorsqu'elle « s'est excusée pour le silence initial de l'Union envers les pays en première ligne de la première vague de covid-19 comme le mien », applaudit l'Italienne Nathalie Tocci.

« Après une première réaction désastreuse », les replis nationaux, la fermeture des frontières, le chacun pour soi des masques, « l'Europe a eu ce dont elle avait besoin », estime Pascale Joannin. C'est parti pour une révolution : la Commission procédera, pour les Etats membres, à l'achat groupé et à la distribution de millions de vaccins. Lente au début, faute de doses en nombre suffisant. Mais équitablement réparties. Rien ne prévoyait cela dans les traités. On lui reprochera toutefois des échanges « suspects » de SMS avec le patron de Pfizer.

Puis viendra ce « moment hamiltonien », ce bond « inimaginable » (Joannin) dans l'intégration européenne : un emprunt communautaire massif. Il donnera naissance à « NextGenerationEU », ce plan de relance économique post-covid de quelque 800 milliards d'euros (même s'il faudra s'inquiéter de la charge des intérêts...)

Certes, la paternité du projet revient à « Merkron », le couple franco-allemand alors composé par la chancelière allemande Merkel et le président français Macron (qui saura convaincre la première). Mais c'est bien la Commission qui a mis en place cet instrument du futur, la présidente à sa tête, qui fera la tournée des capitales, chèque sous le bras.

La pandémie à peine jugulée, voilà que Vladimir Poutine lance ses chars à l'assaut de Kiev. C'est peu dire que le retour de la guerre sur le sol européen, d'une guerre totale, pour la première fois depuis 1945, sidère tout autant les dirigeants que les habitants.

Comme pour le covid, la présidente n'avance pas en terrain inconnu. Quand elle est bombardée au pilotage de la Commission, Ursula von der Leyen est ministre de la Défense en Allemagne, depuis cinq ans. Certes, la Bundeswehr est moquée pour son état de délabrement. Mais « quand on sait l'histoire très compliquée de l'Allemagne par rapport à la guerre, le fait d'avoir une Allemande à la tête de l'institution a quand même joué assez positivement », juge notre diplomate européen.

Bouleversement existentiel

A l'instar du Conseil européen, Ursula von der Leyen fera preuve d'un grand volontarisme, face à cette agression. Elle ne tardera pas à se rendre en Ukraine, témoin de l'horreur à Boutcha. « J'ai vu le choc et la honte, la colère et la douleur dans ses yeux », dira Tocci.

C'est alors, sous sa direction, la valse des sanctions sans précédent infligées au Kremlin. L'activation du mécanisme de protection temporaire pour plusieurs millions de réfugiés. L'élaboration de deux méga paquets d'aides financières pour Kiev.

Et de grands efforts pour convaincre les Vingt-Sept d'accepter un bouleversement existentiel : l'élargissement futur de l'Union au géant ukrainien (et à la Moldavie). Dans trois semaines, elle présentera une grande stratégie pour réveiller l'industrie européenne de défense, cerise sur le gâteau d'une série d'initiatives en la matière, préparées par le commissaire Breton.

Von der Leyen a largement imprimé cet élan de soutien envers Kiev. Elle jugera, dans son discours sur l'état de l'Union, en septembre dernier : « L'Europe a répondu à l'appel de l'histoire. »

« Sur la gestion des urgences, la pandémie, les défis géopolitiques et géoéconomiques, la crise de l'énergie, la guerre en Ukraine, beaucoup de choses ont été faites », salue Thierry Chopin (Delors). « Et la prise de conscience des dépendances de l'UE, avec une action déterminée pour " protéger : c'est positif. » Chopin relève aussi une régulation « très importante » du numérique. Et un « positionnement assez fort sur la défense de l'Etat de droit » quelques « gardiens du temple », au Parlement, contesteront...

Avant l'irruption des « crises », Ursula von der Leyen avait fixé deux caps majeurs pour sa Commission. Deux priorités : le « Green Deal » et une ambition « géopolitique ».

Son Pacte vert, qui parle tant aux jeunes générations, était une surprise. Rien, dans son passé estampillé CDU, ne laissait présager un tel penchant « écolo ». Mais voilà : pour gagner la confiance d'un Parlement européen fragmenté avec une majorité très courte, de 9 voix seulement, le 16 juillet 2019 Ursula von der Leyen devait labourer les terres des Verts et d'une partie de la gauche. Et voilà l'UE engagée dans une transformation radicale : neutralité carbone en 2050 ! On interdira, par exemple, la vente de nouvelles voitures à carburant fossile dès 2035. Mais « VDL » semble avoir oublié le « service après-vente » : légiférer, c'est bien ; mettre en oeuvre sera plus difficile et socialement douloureux : voyez la jacquerie des agriculteurs.

Son sens politique se réveille et la voici qui effectue une courbe rentrante vers la droite du PPE et d'ECR. Ces derniers mois, elle met beaucoup l'accent sur la politique industrielle, fût-ce pour soutenir la « transition verte » de l'industrie. Elle abandonne sa loi sur les pesticides, lâche du lest face au monde agricole... alors qu'elle aura aussi besoin des voix des Verts et de la gauche pour rempiler.

Dérisquage

« C'était la priorité de sa Commission. Aujourd'hui, ce Pacte vert n'est pas remis en question mais il questionne : non pas sur le principe mais sur les 75 textes législatifs en cours et certains ont peut-être été mal vendus, ou mal communiqués, et heurtent certains, et pas que les agriculteurs », commente Pascale Joannin (Schuman). « Tout cela a-t-il été bien pensé ? Il y a un retour de bâton ! Bien sûr, c'était le portefeuille de Timmermans, parti à La Haye, qui laisse un peu le terrain, si je peux dire... en jachère. »

« Son action, durant son mandat, n'a pas été alignée avec le PPE, estime pour les Verts Philippe Lamberts. Mais maintenant, à quatre mois du scrutin, elle sait qu'elle n'aura pas de deuxième mandat sans le PPE. Elle ménage donc la chèvre et le chou. Mais je n'ai aucun doute quant à sa sincérité, sur la transition verte. Il ne faut pas oublier qu'en 2019, quand elle vient avec le Green Deal, elle fait un pari d'une grande audace. Elle n'avait pas de majorité au Parlement ni au Conseil européen pour cela. »

Ursula von der Leyen a donc aussi voulu placer son règne sous le sceau de la géopolitique. Le Conseil européen monte en puissance : en face, VDL tentera d'imprimer sa marque. Les événements l'ont bien aidée. « Elle en a profité pour augmenter

sa surface politique », observe Eric Maurice (EPC). Une semaine après son entrée en fonction, elle se rend déjà à Addis-Abeba.

Ursula von der Leyen n'hésite pas à faire des annonces sans concertation avec le Conseil ou les Etats membres : elle s'avance ainsi sur l'élargissement de l'UE, sans en avoir discuté en amont. « Elle a fait preuve d'un activisme qui outrepassé les attributions de la Commission », dit Eric Maurice. Même chose quand elle s'en va signer avec Mark Rutte et Giorgia Meloni un deal migratoire avec la Tunisie en pleine dérive autoritaire, toujours sans concertation avec les Etats membres. « Elle devrait être plus stratégique, là où la Commission a vraiment des compétences, plutôt que de chercher des compétences qu'elle n'a pas », critique Joannin (Schuman) : commerce, concurrence, numérique, rapatrier des compétences industrielles...

Sur l'Ukraine, l'ambition est patente. Et fait globalement l'unanimité. Von der Leyen a aussi « osé » plaider un « dérisquage » vis-à-vis de Pékin, une ligne désormais adoubee par Washington, où beaucoup penchaient pour le « découplage ». « Elle s'est efforcée de positionner l'UE de manière forte sur la scène internationale et assez ferme sur la Chine », souligne Thierry Chopin (Delors).

Cette ambition géopolitique n'est cependant pas dénuée d'ambiguïtés. La présidente aura été remarquée par sa cour assidue livrée à l'administration Biden et au locataire de la Maison-Blanche lui-même. « Elle a dit oui à tout, à Biden », critique un observateur, même si le 46^e président des Etats-Unis n'a pas renoncé à « l'America First » de son prédécesseur. Biden a mis en place l'Inflation Reduction Act, un vaste programme de subsides « verts » réservés aux entreprises basées (ou délocalisées) aux Etats-Unis : du véritable protectionnisme, selon certains, qui aurait pu justifier un recours de l'UE devant l'OMC.

Ce que la cheffe de l'exécutif communautaire se gardera bien de faire... Visait-elle un moment le poste de secrétaire général de l'Otan, qui ne se gagne pas sans la bénédiction de Washington ? Pensait-elle à un lot de consolation, si la percée eurosceptique prédite par les sondages se transformait en raz-de-marée qu'il serait impossible d'ignorer au moment de désigner le futur chef de l'exécutif européen ? La porte de l'Alliance lui serait vraisemblablement grande ouverte... sauf que le successeur du Norvégien Jens Stoltenberg devrait être choisi avant le scrutin.

Dérapage

Loin de ces conjectures invérifiables, il y a par contre un fameux dérapage dans son bilan « géopolitique ». Moins d'une semaine après l'assaut du Hamas, le 7 octobre, Ursula von der Leyen se précipite « dans les bras » de Netanyahou. La présidente affiche une position pro-israélienne et oublie de réclamer la protection des civils palestiniens. Or l'Union est divisée sur le conflit israélo-palestinien et n'a pas une parole claire.

C'est un « cavalier seul », tranche Eric Maurice (EPC). D'autant plus malheureux que la présidente de la Commission n'a pas de rôle en politique étrangère, selon les traités c'est la compétence des Etats, du président du Conseil européen et du chef de la diplomatie de l'UE. « Elle n'a pas les moyens de la géopolitique, car la géopolitique, ce n'est pas elle, même si elle aimerait », observe Pascale Joannin (Schuman). « Elle s'est retrouvée en porte-à-faux, entre le haut représentant Borrell et une compétence largement nationale. Elle a essayé et on a vu les chamailleries avec Charles Michel. » Thierry Chopin (Delors) relève « une forme d'unilatéralisme », « sans concertation avec les Etats membres, sur un sujet très clivant ».

Les conséquences « géopolitiques » de ce faux pas au Proche-Orient désolent encore Josep Borrell. Le haut représentant est bien conscient que, désormais, une bonne partie du monde ne digère pas ce « double standard » voler au secours des Ukrainiens agressés par le Kremlin mais pas des Gazaouis, massacrés par les bombes de Tsahal. Et singulièrement ce « Sud global », déjà échaudé par l'égoïsme du Nord sur les vaccins covid. Voilà ces pays encore moins enclins à s'aligner sur les sanctions européennes contre la Russie.

« Grandeur et décadence de l'Europe géopolitique », n'hésitera pas à décréter Nathalie Tocci. Sur le moment, on a pu croire que son étoile de candidate à un bis à la tête de la Commission pâlisait sérieusement. Paradoxalement, le rôle, en mode mineur, joué par l'UE dans ce conflit, l'aura probablement sauvée...